



**MAIRIE DE NANTERRE**

Direction des affaires juridiques, des assemblées,  
et de la commande publique

**ACTE RENDU EXECUTOIRE**  
Après transmission en Préfecture des Hauts-de-Seine  
Le : 20 OCT. 2023  
et publication ~~ou notification~~ le : 20 OCT. 2023

AR2023-88

**Objet : délégation de signature accordée à Madame Sarah SAMIH**

### LE MAIRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-19, L 2122-30, L 2122-32, R 2122-8 et R 2122-10,

VU le Code Civil,

**CONSIDERANT** que compte tenu de l'évolution de l'organisation administrative de la ville et pour permettre une bonne administration communale, il convient de déléguer à Madame Sarah SAMIH, fonctionnaire titulaire de la commune, exerçant les fonctions d'agent du service des affaires civiles, les fonctions exercées par le maire en tant qu'officier d'état civil ainsi que les fonctions exercées par le maire en matière de certification matérielle et conforme des pièces et documents, de légalisation de signature et de signature des attestations d'inscription sur les listes électorales et de recensements.

### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Sous le contrôle et la responsabilité du maire, délégation de signature est donnée à Madame Sarah SAMIH, fonctionnaire titulaire de la commune, pour remplir les fonctions exercées par le maire en tant qu'officier d'état civil, sauf celles prévues par l'article 75 du Code Civil.

**ARTICLE 2 :** Sous le contrôle et la responsabilité du maire, et en cas d'empêchement ou d'absence des adjoints, délégation de signature est donnée à Madame Sarah SAMIH pour remplir les fonctions exercées par le maire en matière de certification matérielle et conforme des pièces et documents, de légalisation de signature et d'attestations d'inscriptions sur les listes électorales et de recensements.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa date de publication.

**ARTICLE 4 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine, au Procureur de la République du Tribunal Judiciaire de NANTERRE et à l'intéressée.

**ARTICLE 5:** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Nanterre, le 20 octobre 2023

Le Maire de Nanterre



Raphaël ADAM